

CHAP. 89

Loi amendant et refondant la charte de la ville de Westmount
et la constituant en corporation de cité

[Sanctionnée le 25 avril 1908]

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la ville de Westmount a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire d'amender et de refondre sa charte et les différentes lois qui l'amendent en substituant, comme base, la loi des cités et villes, 1903, à la loi concernant les corporations de ville, de lui accorder des pouvoirs additionnels et de la constituer en corporation de cité ;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Citation de la loi.

1. La présente loi sera citée sous le nom de "Charte de la cité de Westmount."

POUVOIRS

Dispositions applicables.

2. La cité de Westmount sera soumise aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, sauf en ce qu'elle a d'incompatible avec les dispositions de la présente loi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Corporation substituée.

3. La corporation succède à tous les droits et obligations de la corporation de la ville de Westmount.

CONSTITUTION

Corporation constituée.

4. Les habitants et contribuables de la ville de Westmount et du territoire voisin compris dans les limites ci-après décrites et indiquées, sont, par la présente loi, constitués en corporation de cité sous le nom de "Cité de Westmount."

Nom.

BORNES

Limites de la cité.

5. La cité de Westmount comprend le territoire inclus dans les bornes suivantes :

Commencant à un point formé par l'intersection de la ligne centrale de la rue Saint-Antoine prolongée au nord-est, et la ligne centrale de l'avenue Atwater prolongée au sud-est ;

de là, courant au nord-ouest parallèlement au côté nord-est et de l'avenue Atwater sur une distance de 600 pieds plus ou moins jusqu'à un point où elle tourne plus à l'ouest, de là, sur une distance de 530 pieds plus ou moins et parallèlement au côté sud-ouest de l'avenue Atwater jusqu'à un point où elle coupe la ligne centrale de la rue Dorchester sur le côté est de l'avenue Atwater prolongée dans une direction sud-ouest ; de là, dans une direction nord-est, le long de la ligne centrale de la rue Dorchester, à l'est de l'avenue Atwater sur une distance de 236 pieds plus ou moins, le dit point étant à 164 pieds plus ou moins mesurés à partir de la limite est de l'avenue Atwater, de là, dans une direction nord-ouest en droite ligne par le lot officiel 381 à travers l'avenue Atwater, par le lot officiel 378 à travers la rue Sainte-Catherine, par le lot officiel 377 à travers la rue Sherbrooke, par le lot officiel 376, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sur une distance de 3695 pieds plus ou moins, où elle coupe partie de la limite sud-est du village de la Côte-des-Neiges, le dit point étant à une distance de 400 pieds plus ou moins mesurée le long de la dite frontière sud-est du village de la Côte-des-Neiges, mesurée du côté nord-est de la subdivision 46 du lot officiel 374 ; de là, courant dans une direction sud-ouest le long de la limite sud-est du village de la Côte-des-Neiges à un point ci-dessus décrit comme étant sur le côté nord-est de la subdivision 46 du lot officiel 374 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, le dit point étant 98 pieds, plus ou moins, mesurés au nord-ouest du côté nord-ouest de l'avenue Montrose, tel qu'indiqué au dit plan officiel de la ville de Westmount ; de là, dans une direction nord-ouest le long de la limite nord-est des subdivisions 46, 50, 51, 55, 58, 59, 66, 73 du lot officiel 374 et partie de la portion non subdivisée du lot officiel 374, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sur une distance de 1490 pieds, plus ou moins, jusqu'à un point où elle coupe la ligne située entre le lot officiel 165 et le lot 166 des plan et livre de renvoi officiels, la dite ligne formant la frontière sud-est, prolongée de la propriété du réservoir de la *Montreal Water and Power Company*, qui forme aussi un point commun de la frontière entre les lots officiels 165, 166 et 374 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ; de là, dans une direction nord-est le long de la ligne de division des dits lots officiels 165 et 166 jusqu'à un point à 460 pieds, plus ou moins, le long de la dite ligne à partir du chemin de la Côte-des-Neiges qui forme le coin sud-ouest de la propriété de la *Montreal Water and Power Company* ; de là, dans une direction nord-ouest le long de la limite sud-ouest de la propriété de la *Montreal Water and Power*

Company sur une distance de 500 pieds, plus ou moins, jusqu'à un point où elle coupe la limite ouest de la propriété de la *Montreal Water and Power Company*; de là, dans une direction nord le long de la limite ouest de la dite propriété de la *Montreal Water and Power Company*, sur une distance de 187 pieds où elle coupe le côté sud du chemin de la Côte-des-Neiges; de là, le long du côté sud du chemin de la Côte-des-Neiges qui est borné par partie des lots officiels 165, 374 et 283 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans une direction nord-ouest sur une distance de 1100 pieds, plus ou moins; de là, dans une direction sud-ouest par une partie du lot officiel 283 sur une distance de 680 pieds, plus ou moins, jusqu'à un point à 540 pieds, plus ou moins, mesurés du coin sud-est de la subdivision 339 du lot officiel 282 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; de là, dans une direction nord-ouest sur une distance de 320 pieds par le lot officiel 283 à un point 640 pieds du coin sud-est de la subdivision 339 du lot officiel 282, et 518 pieds, plus ou moins, du coin nord-est de la subdivision 352 du lot officiel 282; de là, dans une direction sud-ouest à travers le lot officiel 283 et le long de la limite nord-ouest des subdivisions 352, 351, 350, 349, 348, 347, 287 et 286 du lot officiel 282 et partie de la limite sud-est du lot officiel 292 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; de là, dans une direction nord-ouest sur une distance de 942 pieds, plus ou moins, le long de la frontière nord-est de la subdivision 292 à 310 inclusivement du lot officiel 282 jusqu'à un point formant le coin extrême nord-est de la corporation de Westmount; de là, dans une direction sud-ouest le long de la limite nord-ouest de la subdivision 310 et 333 du lot officiel 282, et le long des lots officiels 239, 237, subdivisions 8 et 17 du lot officiel 222 sur une distance de 1790 pieds, plus ou moins, à un point où elle coupe la ligne entre les lots officiels 221 et 222; de là, dans une direction sud formant la limite nord-ouest du lot officiel 221 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, distance de 330 pieds, plus ou moins, à un point mesuré 40 pieds plus ou moins, au nord-ouest le long de la limite sud-ouest du dit lot officiel 221; de là, dans une direction sud-est le long de la ligne prolongée entre les lots officiels 218 et 221 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, distance de 960 pieds, plus ou moins, à un point sur la limite sud-ouest de la subdivision 113 du lot officiel 221, le dit point étant 30 pieds, plus ou moins, mesurés au nord-ouest du coin sud-ouest de la dite subdivision; de là, dans une direction sud-ouest le long de la limite nord-ouest des subdivisions 214, 160, 55, 53, du lot officiel 218 et des subdivisions 56 et 54 du lot officiel 217 jusqu'à un point qui forme le coin nord-ouest de la subdivision 54 du lot officiel

217 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, distance totale de 875 pieds plus ou moins ; de là, dans une direction sud-est le long de la ligne de profondeur des subdivisions 54 à 26 inclusivement et d'une partie de 25 du lot officiel 217, distance de 1475 pieds, plus ou moins, jusqu'à un point vingt pieds, plus ou moins, mesurés du coin sud-ouest de la subdivision 25 du lot officiel 217 dans une direction nord-ouest ; de là, dans une direction sud-ouest sur une distance de 880 pieds, plus ou moins, à travers la limite nord-ouest des lots officiels 213, 212, 203 et la limite nord de l'avenue Claremont telle qu'elle existe actuellement et, le lot officiel 204 et finissant au coin nord-ouest du dit lot officiel 204 tel qu'indiqué au plan officiel de la ville de Westmount où elle forme une intersection commune entre les municipalités de Notre-Dame-de-Grâces et de la Côte-des-Neiges et la corporation de Westmount ; de là, dans une direction sud-ouest par ou le long des lots officiels 204, 205, 206, 207 jusqu'à un point 110 pieds, plus ou moins, mesurés le long de la dite frontière officielle au sud de l'endroit où elle coupe le côté sud-est de la rue Sherbrooke, ayant une longueur totale de 2730 pieds, plus ou moins ; de là, dans une direction nord-est sur une distance de 187 pieds, plus ou moins, jusqu'à un point où elle coupe la limite sud-ouest de l'avenue Claremont, le dit point étant à une distance de 90 pieds, plus ou moins, mesurés le long de la dite limite sud-ouest de l'avenue Claremont, du coin nord-est de la rue Sherbrooke et de l'avenue Claremont ; de là, le long de la limite sud-ouest de l'avenue Claremont prolongée vers le sud jusqu'à un point 825 pieds, plus ou moins, mesurés le long du dit prolongement du côté sud-est de l'avenue York ayant une longueur totale de 1980 pieds, plus ou moins ; de là, dans une direction nord-est est, par ou formant la limite sud-est des lots officiels 1657, 1634, et 1632 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, où elle coupe le côté sud-ouest de la rue Bethune et continuant dans la même direction le long du côté sud-est de la subdivision 154 du lot officiel 1434 au sud-est et le long de la ligne frontière des subdivisions 153 à 143 inclusivement du lot officiel 1434 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal et le long des limites sud de la subdivision 6 du lot officiel 142, subdivision 5 du lot officiel 141, subdivision 6 du lot officiel 140, subdivision 139 du lot officiel 1434, subdivision 6 du lot officiel 133, subdivision 5 du lot officiel 138, subdivision 5 du lot officiel 137, subdivision 5 du lot officiel 136, subdivision 8 du lot officiel 135, subdivision 3 du lot officiel 134, subdivision 3 du lot officiel 133, subdivision 3 du lot officiel 132, subdivision 3 du lot officiel 131, subdivision 3 du lot officiel 130,

subdivision 3 du lot officiel 129, subdivision 3 du lot officiel 128, subdivision 4 du lot officiel 127, subdivision 4 du lot officiel 126, subdivision 4 du lot officiel 125, subdivision 3 du lot officiel 124, subdivision 3 du lot officiel 123, subdivision 3 du lot officiel 122, subdivision 3 du lot officiel 121, subdivision 3 du lot officiel 120, subdivision 5 du lot officiel 120, subdivision 5 du lot officiel 119, subdivision 5 du lot officiel 118, subdivision 5 du lot officiel 117, subdivision 6 du lot officiel 116, subdivision 115 du lot officiel 1434, resubdivision 2 de la subdivision 114 du lot officiel 1434, resubdivision 1 de la subdivision 114 du lot officiel 1434, subdivision 5 du lot officiel 1408, subdivision 6 du lot officiel 1408, des lots officiels 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414 et subdivisions 9 à 17 inclusivement du lot officiel 1414 et subdivisions 27 à 46 du lot officiel 1415 et finissant à un point où elle coupe la ligne centrale de la rue Hallowell, le dit point étant à 87 pieds, plus ou moins, du côté sud-est de la rue Selby; le long de la ligne centrale de la rue Hallowell; de là, vers le sud-est le long de la ligne centrale de la rue Hollowell, distance de 300 pieds, plus ou moins, jusqu'à la ligne centrale de la rue Saint-Antoine; de là, dans une direction nord-est le long de la ligne centrale de la rue Saint-Antoine, distance de 1665 pieds plus ou moins, au point de départ, étant l'intersection de la ligne centrale de la rue Saint-Antoine avec la ligne centrale de l'avenue Atwater prolongée vers le sud.

Toutes les mesures étant des mesures anglaises plus ou moins.

QUARTIERS

Division en
quartiers.

6. La cité est divisée en quatre quartiers connus comme Nos 1, 2, 3 et 4, bornés comme suit :

Quartier No
un.

Quartier numéro un : Borné vers le nord-ouest, nord-est et le sud-est par les limites de la cité, au sud-ouest par la ligne centrale de la rue Hallowell, à partir de la limite sud-est à la ligne centrale de la rue Sainte-Catherine; de là, vers l'est, le long de la ligne de la rue Sainte-Catherine, jusqu'à la ligne centrale de l'avenue Olivier, à la ligne centrale de la rue Sherbrooke; de là, en gagnant vers l'ouest le long de la ligne centrale de la rue Sherbrooke jusqu'à la ligne centrale de l'avenue Mountain, de là, vers le nord le long de la ligne centrale de la dite avenue Mountain jusqu'au Boulevard; de là, continuant encore dans la même direction le long de la limite nord-est du lot officiel No 322 et du lot officiel No 323 et le long de la ligne de division entre les lots officiels Nos 284 et 324 prolongée jusqu'à la limite nord-ouest de la cité.

Quartier numéro deux : Borné vers le nord-ouest et le sud-est par les limites de la cité, au nord-est par le quartier précédent, et au sud-ouest par la ligne centrale de l'avenue Metcalfe, telle que projetée à partir des limites sud-est de la cité à l'avenue Hillside ; de là, le long de la ligne centrale de la dite avenue Metcalfe telle qu'elle existe présentement depuis la rue Dorchester jusqu'à la ligne centrale du chemin de la côte Saint-Antoine ; de là, vers l'est le long de la ligne centrale du dit chemin de la côte Saint-Antoine, jusqu'au côté sud-ouest de l'avenue Churchill ; de là, au nord le long du côté sud-ouest de la dite avenue Churchill, et la ligne de division entre les lots officiels Nos 239 et 282 jusqu'à la limite nord-ouest de la cité.

Quartier numéro trois : Borné au nord-ouest et au sud-est par les limites de la cité au nord-est par le quartier précédent et au sud-ouest par la ligne centrale de la rue Bethune, et de l'avenue Lansdowne de la limite sud-est au nord jusqu'à la ligne centrale du chemin de la côte Saint-Antoine, au côté sud-ouest de l'avenue Belmont ; de là, vers le nord le long du côté sud-ouest de la dite avenue Belmont jusqu'au Boulevard ; de là, en continuant de nouveau dans la même direction le long de la limite nord-est du lot officiel No 221 jusqu'aux limites nord-ouest de la cité.

Quartier numéro quatre : Borné au nord-ouest, au sud-est et au sud-ouest par les limites de la cité, et au nord-est par le quartier précédent.

ANNEXION

7. L'article 32 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

"32. Le conseil de la municipalité peut, par le vote affirmatif de la majorité absolue de ses membres, faire des règlements pour étendre les limites de la municipalité en y annexant, pour des fins municipales, en tout ou en partie, toute cité, ville, village ou municipalité contiguë.

Tout tel règlement doit contenir une désignation complète du territoire à annexer, énoncer les termes et conditions de l'annexion, et déterminer si le territoire ainsi annexé sera constitué en un seul quartier, ou s'il sera annexé en tout ou en partie, à quelqu'un ou à quelques-uns des quartiers de la municipalité.

Chaque tel règlement doit être sanctionné par les électeurs propriétaires, en la manière prescrite pour les règlements concernant les emprunts."

8. L'article 33 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Approbation
du règlement
avant son
adoption.

“ **33.** 1. Avant sa troisième lecture et son adoption finale par le conseil de la cité, ce règlement doit avoir été approuvé par le conseil de la municipalité intéressée, et avoir reçu la sanction des électeurs propriétaires de la dite municipalité ou partie de municipalité selon le cas, en la manière prescrite dans les dispositions qui suivent :

Si l'approba-
tion est refu-
sée.

2. Si le conseil de la municipalité intéressée refuse ou néglige, dans un mois après la seconde lecture de ce règlement, de l'approuver ou le désapprouver, ou s'il le désapprouve, alors le conseil peut, néanmoins, à la demande d'au moins un cinquième des propriétaires électeurs de la dite municipalité, ordonner par résolution que le règlement soit soumis aux électeurs propriétaires de la dite municipalité, de manière qu'il puisse être pris en considération tel que prescrit dans les dispositions suivantes.

Règlement
soumis aux
électeurs.

Demande à
cet effet.

3. Cette demande doit être faite au moyen d'une pétition signée par le nombre susdit de propriétaires électeurs en présence d'un témoin qui doit, par son affidavit, attester l'authenticité de chacune des dites signatures.”

CONSEIL

Nombre d'é-
chevins.

9. Le nombre des échevins sera de deux pour chaque quartier.

Composition
du conseil.

10. Le maire et les conseillers actuels de la ville de Westmount formeront le premier conseil de la cité de Westmount.

Durée du
premier con-
seil.

11. Les membres du premier conseil ci-dessus décrit de la cité de Westmount resteront en fonction jusqu'au troisième lundi de janvier 1909, ou jusqu'au jour suivant, si ce lundi est un jour non juridique, et la première élection générale se fera ce jour-là.

Première
séance.

12. La première assemblée du conseil ainsi élu se tiendra à l'hôtel de ville.

INSPECTEUR DE LA CITÉ

Inspecteur de
la cité.

13. La cité aura un officier pour surveiller la construction et l'entretien des égouts, chemins et trottoirs, parcs et édifices et travaux municipaux en général et en faire des plans et des cartes, lequel officier, appelé inspecteur de la cité, aura son bureau dans l'édifice où se tiennent les séances du conseil ou à tout autre endroit fixé par résolution du conseil.

14. Il peut aussi exercer, avec l'approbation du conseil, ^{Ses fonctions.} les fonctions d'inspecteur des édifices et de plomberie, et exercer les pouvoirs que le conseil peut lui déléguer par règlement ou résolution au sujet des édifices et des travaux de plomberie.

15. Nonobstant les dispositions de la section 83 de la loi ^{Documents} des cités et villes, 1903, il a la garde de tous les plans muni- ^{dont il a la} cipaux, cartes, livres et registres et autres documents et ^{garde.} papiers préparés ou gardés par lui ou requis dans l'accomplissement de ses fonctions, et il a le droit de signer tous plans, cartes, documents et papiers préparés par lui, et toutes copies et tous extraits de plans, cartes, livres, registres et autres documents et papiers certifiés par lui feront preuve de leur contenu.

16. Le paragraphe 2 de l'article 107 de la loi des cités et ^{Id., 107 am.} villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant : ^{pour la cité.}

"2. Les mineurs et les interdits auxquels un curateur ou ^{Mineurs, etc.} un conseil judiciaire a été nommé."

17. L'article 157 de la loi des cités et villes, 1903, est ^{Id., 157,} remplacé, pour la cité, par le suivant : ^{rempl. pour la cité.}

"**157.** L'élection générale du maire et des échevins de la ^{Epoque des} municipalité a lieu tous les deux ans, le troisième lundi de ^{élections gé-} janvier, ou le jour suivant si le lundi est un jour non juridi- ^{nérales.} que, conformément aux dispositions ci-après".

18. L'article 159 de la loi des cités et villes, 1903, est ^{Id., 159,} remplacé, pour la cité, par le suivant : ^{rempl. pour la cité.}

"**159.** Dix jours au moins avant le deuxième lundi de ^{Secrétaire} janvier, à midi, dans l'année où une élection générale aura ^{d'élection.} lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature et suivant la formule E, doit nommer un secrétaire d'élection, et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés".

19. Le premier alinéa de l'article 163, de la loi des cités ^{Id., 163, am.} et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant : ^{pour la cité.}

"**163.** Huit jours au moins avant le deuxième lundi de ^{Avis de l'é-} janvier dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier- ^{lection.} rapporteur doit donner avis public, suivant la formule G, sous sa signature, désignant :".

Id., 165, remp. pour la cité. **20.** L'article 165 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Date la présentation. **" 165.** La présentation des candidats à une élection générale a lieu le deuxième lundi de janvier, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, également de midi à deux heures de l'après-midi".

Id., 178, remp. pour la cité. **21.** L'article 178 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Votation, s'il y a plusieurs candidats. **" 178.** S'il y a plus que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour l'une des dites charges, il est du devoir de l'officier-rapporteur d'accorder le scrutin, pourvu que personne ne puisse être élu s'il n'a été préalablement mis en candidature tel que ci-après édicté.

Endroit de la votation. Le vote a lieu à l'hôtel de ville, à moins que le conseil n'ait, préalablement aux avis d'élection, résolu d'établir un bureau ou des bureaux de votation dans chaque quartier.

Dispositions non applicables. A moins que le conseil n'en décide ainsi, les dispositions de la loi des cités et villes, 1903, concernant les bureaux de votation dans chaque division de votation ne s'appliqueront pas".

Id., 195, remp. pour la cité. **22.** L'article 195 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Heures de la votation. **" 195.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à huit heures de l'avant-midi, et rester ouverts jusqu'à huit heures de l'après-midi du même jour et, pendant ce temps, l'officier en charge de tout bureau de votation doit recevoir, en la manière ci-après prescrite, tous les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau".

Id., 310, remp. pour la cité. **23.** L'article 310 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Présidence des séances. **" 310.** Le maire préside toutes les séances du conseil et peut donner son vote prépondérant dans le cas d'égalité des votes, excepté lorsque le vote de la majorité absolue ou d'une proportion déterminée du conseil est requis, alors qu'il doit voter avec les échevins, avant de donner son vote prépondérant s'il y a lieu ; dans le cas où le maire ou le maire suppléant ne sont pas présents, le conseil choisit un de ses membres pour présider.

Vote du membre président. Le maire suppléant ou le membre du conseil présidant une séance du conseil a le droit de voter, et peut en outre donner le vote prépondérant."

24. L'article 319 de la loi des cités et villes, 1903, est Id., 319, remplacé, pour la cité, par le suivant : remp. pour la cité.

" **319.** L'original de tout avis est accompagné d'un certi- Certificat de publication ou de signification fait par la personne publication, etc. qui l'a publié ou signifié.

L'original de cet avis et le certificat qui l'accompagne sont Dépôt de l'avis. déposés par la personne qui a donné l'avis, au bureau du conseil, pour faire partie des archives municipales.

Un avis spécial peut être adressé à plusieurs personnes, et Avis spécial. un certificat de signification peut référer à plus d'une signification, et dans aucun cas un certificat distinct de signification n'est requis pour chaque signification."

25. L'article 360 de la loi des cités et villes, 1903, Id., 360, est remplacé, pour la cité, par le suivant : remp. pour la cité.

" **360.** La votation dure un jour, depuis huit heures du Durée de la votation. matin jusqu'à huit heures de l'après-midi, et le greffier peut nommer et assermenter un nombre suffisant d'assistants pour l'aider à recevoir les votes. "

26. L'article 363 de la loi des cités et villes, 1903, est Id., 363, remplacé, pour la cité, par le suivant : remp. pour la cité.

" **363.** Nul n'est admis à voter, à moins qu'il n'apparaisse, par le rôle d'évaluation en vigueur ou par la liste des électeurs, s'il y en a une, qu'il est un électeur municipal à titre de propriétaire d'immeubles. Il n'est pas nécessaire, dans ce cas, que ces électeurs aient payé leurs taxes municipales et scolaires. Droit de vote.

Néanmoins, les tuteurs, curateurs, grevés de substitution, administrateurs ou agents de successions dument autorisés, des tuteurs, etc. corporations ou propriétaires non résidents, qui ont, possèdent ou administrent quelque propriété immobilière dans la cité auront le droit de voter, pourvu qu'ils possèdent les autres qualités pour être électeurs municipaux. Cependant, ces électeurs devront, avant de voter, exhiber le document établissant la charge qui leur donne qualité en vertu de ce paragraphe ou l'autorisation de la personne qu'ils représentent, pourvu que, quand la propriété est représentée par plus d'un administrateur, fidéicommissaire, agent ou personne agissant Proviso. en qualité de fiduciaire, l'autorisation du votant à agir pour la majorité soit établie au moyen de documents, et, dans le cas de corporations ou de compagnies à fonds social, au moyen d'une résolution du conseil ou bureau d'administration."

27. L'article 382 de la loi des cités et villes, 1903, est Id., 382, am. amendé, pour la cité, en y ajoutant le paragraphe suivant : pour la cité.

Démolition
des bâti-
ments.

“ 3. Pour autoriser les officiers du conseil à démolir ou à défaire, aux frais de la partie en défaut, toute construction, bâtisse ou chose érigée ou faite en contravention avec tout règlement, après constatation de la contravention par le tribunal compétent et autorisation par le dit tribunal d'en agir ainsi.”

Id., 383, am.
pour la cité.

28. Le paragraphe 1 de l'article 383 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Cheminées,
etc.

“ **383. 1.** Pour réglementer la hauteur, la construction et les matériaux de tous bâtiments, cheminées, souches de cheminée et autres constructions ; pour empêcher la construction de ceux qui n'auraient pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition ou destruction sommaire ; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils devront être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et extérieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que devront avoir les poutres de plancher, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée, et appareils de chauffage et les matériaux dont ils doivent être composés ; pour réglementer l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues ; pour déterminer la nature des édifices, magasins ou résidences, isolés, à demi-isolés, plain-pieds, tènements, ou logements, bâtisses en pierre ou en brique solide, ou à revêtement de brique, à ériger dans certaines rues et y prohiber l'érection de toute bâtisse de classe différente ; pour forcer le propriétaire à en soumettre le plan à, et à obtenir préalablement un certificat par écrit de l'inspecteur des bâtiments ou de tout autre officier ; pour empêcher la construction de bâtiments et édifices non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre en tout temps la construction de tout bâtiment non conforme aux dits règlements, et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire.”

Id., 383, am.
pour la cité¹

29. Le paragraphe 13 de l'article 383 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Chiens.

“ 13. Pour assujettir à une licence et astreindre à des règlements ceux qui gardent des chiens ; pour faire museler les chiens ; pour empêcher les chiens d'errer, et pour autoriser la destruction d'une manière sommaire des chiens errants ;

Licence.

Cette licence peut être sur une échelle d'augmentation pour chaque chien additionnel gardé dans toute habitation.”

30. L'article 385 de la loi des cités et villes, 1903, est Id., 385, am. amendé, pour la cité, en y ajoutant le paragraphe suivant : pour la cité.

" 13. Pour prohiber ou pour restreindre et réglementer la Vente des liqueurs. vente de toutes liqueurs brassées, spiritueuses, vineuses, alcooliques ou enivrantes dans les limites de la cité, et pour fixer à une somme de deux cents piastres au plus, l'octroi de tout certificat pour l'obtention d'une licence en autorisant la vente dans la cité."

31. L'article 386 de la loi des cités et villes, 1903, est Id., 386, am. amendé, pour la cité, en y ajoutant les paragraphes suivants : pour la cité.

" 33. Pour fermer toute rue ou partie de rue ou square Fermeture des rues public et pour en vendre le terrain au profit de la cité ; pourvu toutefois que si quelqu'un souffre par là des dommages il soit indemnisé par règlement à l'arbitrage ;

" 34. Pour faire balayer, arroser et tenir en bon état les Arrosage des rues et trottoirs et pour en faire enlever la neige aux frais de rues, etc. ; la corporation ;

" 35. Faire les règles jugées nécessaires pour contraindre les Etat hygiénique propriétaires des ruelles privées de la cité à les tenir propres que des rues ; et en bon état hygiénique, ainsi qu'en bon état de réparation, et répartir les frais ainsi occasionnés sur les propriétaires et occupants de ces ruelles, si ces travaux sont exécutés par le conseil, à leur défaut ; et pourvoir au pavage, en pierre, en asphalte ou en d'autres matériaux durables, de toute ruelle privée dans la cité, et en répartir le coût sur chaque propriétaire de cette ruelle, d'après le frontage,—le rôle de cotisation, en pareils cas, devant être préparé par le secrétaire-trésorier et les deniers perçus comme pour les autres cotisations spéciales ;

" 36. Pour empêcher la construction de terrasses, ou rangées Construction de terrasses. de maisons, dans la cité, au-dessus du niveau de l'avenue Montrose, afin de conserver les beautés naturelles du site et déterminer le genre de maisons à ériger dans cette localité. "

32. La cité peut ouvrir au public toutes nouvelles rues, Ouverture de nouvelles rues. grands chemins, places publiques ou squares, désignés sur le plan ou sur les cartes homologués de la cité, et élargir les rues, places publiques ou squares y indiqués comme devant être élargis, après avoir observé les formalités et procédures relatives à l'expropriation et au prélèvement de cotisations spéciales ; et la dite cité sera tenue de le faire dans le délai d'un an, après en avoir été requise par une pétition présentée au conseil, signée par le nombre de propriétaires possédant plus de la moitié du front total de ces nouvelles rues, chemins publics, places publiques ou squares, ou partie d'iceux, tel qu'indiqué aux dits plans ou cartes, ou par ceux qui représentent, ou adminis-

trent le dit frontage total ou y sont intéressés, soit comme tuteurs, administrateurs, gardiens, grevés de substitution, curateurs, fidéicommissaires ou de quelque manière semblable, et dans tous les cas, la corporation sera tenue d'exproprier la propriété dans les trois ans qui suivront l'homologation du plan, et, à défaut de ce faire, le propriétaire ne sera pas lié par le plan.

Id., 423,
rempl. pour la
cité.

33. L'article 423 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Abattoirs ;

" **423.** 1. Pour établir, réglementer et administrer des abattoirs publics, soit en dedans, soit en dehors des limites de la municipalité ; pourvu, dans ce dernier cas, que la municipalité obtienne le consentement du conseil de la municipalité où elle voudra établir ces abattoirs ; et pour prohiber l'établissement d'abattoirs privés dans la municipalité et pour les réglementer et inspecter ;

Bêtes à cornes ;

2. Pour prescrire la manière dont les bêtes à cornes et autres animaux seront conduits dans la municipalité, la route qu'ils devront suivre, et la manière dont il sera disposé des bestiaux destinés à l'abattage ;

Abattoirs privés.

3. Pour restreindre, réglementer et prohiber le maintien, l'usage et l'exploitation d'abattoirs par toute personne dans la cité."

Id., 426, am.
pour la cité.

34. L'article 426 de la loi des cités et villes, 1903, est amendé, pour la cité, en y ajoutant le paragraphe suivant :

Enregistrement des naissances.

" 9. Pour exiger que les naissances soient enregistrées par telle personne au lieu et date et avec les particularités et détails que le conseil peut déterminer."

Id., 410, am.
pour la cité.

35. L'article 410 de la loi des cités et villes, 1903, est amendé, pour la cité, en y ajoutant les alinéas suivants :

Pouvoirs de faire certains arrangements.

"Le conseil pourra faire des arrangements avec la *Montreal Water and Power Company*, ses successeurs ou ayants cause, suivant qu'il le jugera nécessaire dans l'intérêt public, pour exécuter les travaux, fournir les matériaux nécessaires à l'extension de l'aqueduc de la compagnie, et pour approvisionner d'eau les habitants des nouvelles rues de la cité et de telles parties d'icelle non actuellement pourvues d'eau, de la manière et aux conditions qu'il jugera convenables, et la corporation en restera propriétaire ; ces travaux ne devront pas être considérés comme formant partie du système général d'aqueduc de la compagnie, quant à ce qui concerne la dite compagnie et ses créanciers privilégiés, hypothécaires et chirographaires.

Le conseil de la cité pourra faire des arrangements particuliers pour une période de temps déterminée, avec la cité de Montréal, ou avec toute autre municipalité, ou toutes municipalités de l'île de Montréal, ou avec toutes compagnies ou compagnies, personne ou personnes, pour approvisionner d'eau la cité ou toute partie d'icelle ; et tels arrangements particuliers pourront être valablement faits par la cité et par les dites municipalités ou chacune d'elles ; que les travaux exécutés à cette fin le soient ou non à frais communs, ou deviennent ou non la propriété commune de deux ou plusieurs parties au dit arrangement.

La cité ou les dites municipalités ou chacune d'elles pourront aider l'entrepreneur dans tout arrangement pour l'approvisionnement de l'eau tel que susdit :

Conventions
pour approvisionnement
de l'eau.

1. En exemptant la dite compagnie du paiement des taxes et redevances municipales pour telles périodes de temps que les conseils de ces municipalités pourront fixer ;

2. En acquérant, aux termes que le conseil de la dite cité ou les conseils des dites municipalités respectivement ou de chacune d'elles jugeront convenables, les travaux ou systèmes d'aqueduc existant déjà dans les dites municipalités ou dans chacune d'elles, ou toute partie d'iceux, et toutes extensions d'iceux qui peuvent à l'avenir y être exécutées. Et les dites corporations et chacune ou plusieurs d'icelles sont autorisées à acquérir, à avoir en propre et posséder les dits travaux, systèmes d'aqueduc ou toutes parties d'iceux, qu'ils soient ou non situés dans les limites de la municipalité acquérant ainsi les dits travaux, et à s'en servir pour approvisionner d'eau les dites municipalités ou chacune d'elles, ainsi que leurs habitants respectivement ;

3. Les dispositions relatives aux règlements d'emprunts s'appliqueront à tout règlement qui sera adopté au sujet de l'approvisionnement de l'eau, visé par la présente section ou lorsque le contrat sera pour une période excédant neuf ans, ou contiendra quelques dispositions affectant l'intérêt de la cité ou de ses habitants, pour plus de neuf années.

Les dispositions relatives aux règlements d'emprunts s'appliqueront également à tout contrat concernant les chemins de fer urbains, les téléphones, le service du luminaire, la force motrice ou toute autre chose d'utilité publique, chaque fois que tel contrat sera pour une période de plus de neuf ans, ou contiendra quelques dispositions affectant l'intérêt de la cité ou de ses habitants, pour plus de neuf années”.

36. Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

Règlements
concernant :

- Travaux de plomberie ;** 1. Pour licencier, réglementer et inspecter les travaux de plomberie, indiquer les matériaux et les appareils qui doivent être employés et la manière dont ces travaux doivent être faits pour se conformer à cette branche de service hygiénique;
- Détritus ;** 2. Pour licencier, contrôler et réglementer la cueillette des chiffons ou autres détritux et prohiber l'emmagasiner d'iceux ;
- Signature des avis, etc. ;** 3. Pour déterminer la manière dont la signature des officiers de la cité, y compris le maire, le greffier, le trésorier ou le secrétaire-trésorier, devra être apposée aux certificats et avis, et sur tous les documents en général qui doivent être signés par eux, et pour autoriser l'apposition de cette signature au moyen d'une estampe ou d'un fac simulé lithographié ;
- Erection d'hôpitaux.** 4. Pour contrôler et régler l'endroit où tout hôpital, ou autre institution de ce genre peut être érigé ou maintenu, pour exiger un permis spécial pour son érection ou son maintien, et, dans des cas spéciaux à être déterminés sur résolution des trois quarts de tout le conseil, pour prohiber l'érection ou le maintien de tout hôpital particulier ou autre institution de ce genre.
- Règlements concernant :** **37.** Le conseil peut, par le vote des trois quarts de ses membres, faire, amender et abroger des règlements pour :
- Machines à vapeur ;** 1. Prohiber ou réglementer à l'avenir l'installation, l'usage ou emploi de machines à vapeur ou de bouilloires dans la cité ou dans tout endroit particulier d'icelle ;
- Exception.** Le pouvoir de prohiber édicté par ce paragraphe ne s'applique pas aux compagnies de chemin de fer ou d'acqueduc ou d'électricité ;
- Affichage des annonces ;** 2. Réglementer ou restreindre l'affichage, le peinturage, l'installation ou autre exhibition et maintien d'annonces de toute description, sur les clôtures, les bâtisses, ou autrement, dans les limites de la cité et les prohiber, sauf celles faites par un commerçant à sa place d'affaires et pour son commerce, et celles faites pour louer ou vendre un immeuble et celles que la *Montreal Base Ball Association* pourra permettre sur ses clôtures sous les restrictions ci-dessus pendant la durée de son présent bail ;
- Alignement des rues.** 3. Etablir l'alignement des édifices sur les terrains abouissant à toute rue, chemin, avenue, grande route, allée, parc ou ruelle dans les limites de la cité, entre lesquels alignement et rue, chemin, avenue, grande route, allée, parc ou ruelle, aucun édifice, ou partie d'édifice, ou construction ou érection de tout genre, sauf les exceptions que le règlement peut permettre pour des rues particulières où les conditions locales rendraient la chose nécessaire, ne sera établi ou construit.

Id., 440, remp. pour la cité.

38. L'article 440 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

“440. Il est du devoir des estimateurs de faire, chaque année, au temps et en la manière ordonnés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la municipalité, suivant leur valeur réelle. Estimation annuelle.

Le conseil peut, par résolution, dispenser les estimateurs de faire un rôle d'évaluation des biens imposables plus souvent que tous les trois ans, et, dans ce cas, le conseil doit reviser lui-même ce rôle tous les ans, ou le faire reviser par les estimateurs, selon qu'il le juge nécessaire, avec les mêmes avis et délais que pour la confection du rôle d'évaluation annuel. Confection du rôle tous les trois ans, et revision tous les ans.

Les estimateurs font pareillement l'estimation de la valeur annuelle de ces biens, et l'inscrivent au rôle dans une colonne distincte. Valeur annuelle et entrée au rôle.

Ils entrent aussi dans le rôle, les noms des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux. Noms des locataires.

Les évaluateurs doivent chaque année en préparant le rôle d'évaluation faire une évaluation des immeubles imposables, sans tenir compte des bâtisses y érigées, et en faire une entrée dans une colonne séparée ; et cette évaluation servira de base sur laquelle sera établie toute taxe spéciale dont le prélèvement aura été ordonnée sur cette évaluation.” Estimateurs des immeubles.

39. L'article 445 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant : Id., 445, remp. pour la cité.

“445. Quand les estimateurs évaluent un immeuble possédé par indivis ou dont le partage n'est pas enregistré au bureau d'enregistrement, il leur est permis de le désigner comme appartenant à “ la succession de ”, en ayant soin de mentionner le nom de l'auteur des parties intéressées, ou le nom de l'un des copropriétaires d'icelui ; et les cohéritiers, s'il s'agit d'une succession, ou le copropriétaire, ainsi nommés, suivant le cas, sont tenus de payer la taxe, sauf leur recours contre toute autre personne sujette à ce paiement, et quand ils évaluent des plains-pieds ou des logements superposés séparément possédés mais bâtis sur un lot ou partie de terrain et des constructions dans ou sur des rues ou autres propriétés publiques, il n'est pas nécessaire pour les estimateurs de mentionner le numéro cadastral des terrains occupés par ces constructions.” Immeubles possédés par indivis.

40. L'article 471 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant : Id., 471, remp. pour la cité.

“471. Les taxes municipales et l'indemnité due à la cité pour l'eau, la lumière et les compteurs et leurs intérêts constituent une créance privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement.” Privilège attaché aux taxes.

Id., 473, am.
pour la cité.

41. Le paragraphe 2 de l'article 473 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Restriction
de l'exemp-
tion.

"2. Les propriétaires, locataires et occupants d'immeubles mentionnés dans les paragraphes (c), (d) et (e) seront néanmoins assujettis aux travaux requis pour l'ouverture et l'entretien des rues et des cours d'eau, la construction et l'entretien des conduits d'égouts et des trottoirs, et pour l'éclairage public, en vertu des règlements en vigueur, et au paiement de toute taxe spéciale ou cotisation imposée pour ces fins, ainsi qu'au paiement de la consommation de l'eau."

Id., 482,
rempl. pour la
cité.

42. L'article 482 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Mode de paie-
ment des
taxes.

"**482.** Toutes taxes imposées en vertu des dispositions qui précèdent sont payables annuellement, et à l'époque fixée dans les règlements. Et un escompte peut être accordé pour leur paiement anticipé et celui du prix de toute chose vendue par la corporation."

Id., 487,
rempl. pour la
cité.

43. L'article 487 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Personnes
obligées aux
taxes.

"**487.** Les taxes municipales, imposées sur un immeuble, peuvent être réclamées aussi bien du locataire, de l'occupant ou autre possesseur de cet immeuble que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de cet immeuble, lors même que tel locataire, occupant, possesseur ou acquéreur n'est pas inscrit sur le rôle d'évaluation."

Id., 518,
rempl. pour la
cité.

44. L'article 518 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Exemption
de taxes.

"**518.** Sujet aux articles 4643d et suivants des Statuts refondus, le conseil peut, par une résolution, exempter des taxes municipales, pour une période de vingt ans au plus, toute personne qui exerce une industrie ou un métier ou se livre à une exploitation quelconque, ou convenir avec cette personne d'une somme de deniers payable annuellement, pour un temps n'excédant pas vingt ans, en commutation de toute taxe municipale.

Personnes
pauvres.

Il peut faire remise du paiement des taxes municipales aux personnes pauvres de la municipalité.

Restriction
de l'exemp-
tion.

Les exemptions ou conventions autorisées par cet article ne s'étendent pas aux travaux à faire aux cours d'eau, fossés de ligne, clôtures, égouts, trottoirs ou chemins dépendant des biens imposables ainsi exemptés ou commués.

Proviso.

Néanmoins quand un propriétaire cède gratuitement à la cité un terrain destiné à une rue traversant sa propriété, le

reste de la propriété faisant face à la nouvelle rue peut être, par résolution du conseil, exempté en tout ou en partie de la répartition nécessitée par l'ouverture de cette rue, pourvu que la partie ainsi exemptée n'ait pas une profondeur de plus de cent cinquante pieds."

45. L'article 521 de la loi des cités et villes, 1903, est rem- Id., 521, remp. pour la cité. placé, pour la cité, par le suivant :

" **521.** Le fonds d'amortissement doit être placé en effets Placement du fonds d'amortissement. publics de la puissance ou de la province ou sur première hypothèque jusqu'à un montant n'excédant pas la moitié de la valeur de la propriété hypothéquée, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation municipale, pourvu qu'il soit pris des dispositions en vue d'assurer la propriété ainsi hypothéquée, au nom de la municipalité et aux frais de l'emprunteur, jusqu'à concurrence d'une somme d'au moins la moitié de la valeur de la propriété ainsi assurée; ou être employé au rachat des bons émis par la municipalité ou donnés en gage ou dont l'émission a été autorisée par règlements approuvés et sanctionnés suivant la loi, dans lequel cas les bons ainsi rachetés doivent être détruits et un procès-verbal de cette opération doit être inscrit dans les livres de la corporation, ou être déposé dans une banque légalement constituée.

Le conseil peut, si les prêteurs y consentent ou l'exigent, Fonds d'amortissement. déposer entre leurs mains les sommes destinées à former le fonds d'amortissement.

Dans ce cas, les reçus donnés au conseil sont faits de manière Reçus. à établir la somme payée pour les intérêts et celle qui l'a été pour le fonds d'amortissement."

46. L'article 522 de la loi des cités et villes, 1903, est rem- Id., 522, remp. pour la cité. placé, pour la cité, par le suivant :

" **522.** Le conseil peut emprunter sur émission de bons, Emission d'obligations. obligations ou débentures sous le seing du maire, le contre-seing du greffier et le sceau de la corporation.

Ces bons, obligations ou débentures sont faits payables au Mode de paiement. porteur, aux époques fixées par le conseil, avec intérêt payable le premier de chacun des mois de mai et de novembre, chaque année, à un taux n'excédant pas l'intérêt légal, et peuvent, tant qu'il n'en a pas été disposé finalement, être donnés et redonnés en gage, si le marché n'est pas jugé favorable, sans que leur validité en soit pour cela affectée. La présente disposition s'applique aux débentures de la ci-devant ville de Westmount."

47. L'article 533 de la loi des cités et villes, 1903, est rem- Id., 533, remp. pour la cité. placé, pour la cité, par le suivant :

Chemins macadamisés.

“ 533. Le conseil peut aussi s'approprier, en tout ou en partie, en se conformant aux dispositions de la présente loi relatives à l'expropriation, les chemins macadamisés ou empierrés dans la municipalité, appartenant à une ou à plusieurs compagnies, ou faire des arrangements avec ces compagnies ou avec les syndics des chemins à barrières, au sujet des chemins leur appartenant ou entretenus par eux, soit en leur accordant un octroi annuel, soit à tels termes et conditions que le conseil peut déterminer par règlement; et tous ces syndics ou compagnies, nonobstant toutes lois ou statuts au contraire, peuvent légalement faire ces arrangements avec la cité. Tous les pouvoirs de la cité au sujet des chemins et du prélèvement des montants dépensés à leur égard s'appliquent à tous les chemins dont la cité peut acquérir le contrôle comme ci-dessus, tout comme s'ils avaient été achetés immédiatement.”

Id., 538, remp. pour la cité.

48. L'article 538 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Nomination d'arbitre pour un juge de la C. S.

“ 538. Dans le cas où une des parties, après cinq jours d'avis, fait défaut de convenir d'un prix ou de nommer son arbitre, un juge de la Cour supérieure, sur requête à cet effet, dont un avis de cinq jours a été donné à la partie en défaut, nomme une personne qui agit comme arbitre unique pour déterminer le montant de l'indemnité.”

Arts. aj. après id., 542, pour la cité.

49. Les articles suivants sont ajoutés, pour la cité, après l'article 542 de la loi des cités et villes, 1903 :

Serment des arbitres.

“ 542a. Avant de procéder, les arbitres doivent prêter serment, devant un juge de paix du district de Montréal ou devant le secrétaire-trésorier du conseil, de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge.

Secrétaire des arbitres et ses devoirs.

“ 542b. A leur première assemblée, les arbitres ou l'arbitre unique ont le pouvoir de nommer un secrétaire, dont le devoir est de prendre par écrit toutes les délibérations, lesquelles sont signées par les arbitres à la fin de chaque séance ou à la séance suivante.

Son traitement.

“ 542c. Les émoluments de ce secrétaire sont fixés par les arbitres, et forment partie des frais d'arbitrage.

Défaut de forme n'annule pas la sentence.

“ 542d. Aucun défaut de forme ne rendra la sentence arbitrale nulle, si toutes les prescriptions de la loi ont été remplies, et si la sentence arbitrale établit d'une manière claire et précise le montant adjugé, et les terrains, droits, bâtisses ou choses dont ce montant est l'indemnité.

Mention non nécessaire.

“ 542e. Il n'est pas nécessaire que la personne à laquelle la somme doit être payée soit nommée dans la sentence arbitrale.

“ **542f.** Les arbitres peuvent décider quelle partie doit payer les frais ou une partie des frais d'arbitrage. Adjudication des frais.

Ils adjugent aussi sur le montant de l'honoraire de chaque arbitre, ce montant ne devant pas dépasser dix piastres par jour. Honoraires des arbitres.

“ **542g.** En cas de mort ou de la perte de la qualité d'un arbitre nommé en vertu des dispositions de cette loi, ou d'un commissaire nommé avant la passation de cette loi, ou en cas de refus ou d'incapacité de sa part, la Cour supérieure ou un des juges de cette cour, selon le cas, sur requête sommaire à cet effet, présentée par le conseil de la cité, remplacera cet arbitre ou commissaire par un autre, compétent et désintéressé, qui remplira les mêmes fonctions, de la même manière que son prédécesseur. Remplacement des arbitres en cas de décès.

“ **542h.** Tout avis à donner au sujet de procédures en expropriation est notifié suivant la manière prescrite pour les avis spéciaux.” Signification des avis.

AMÉLIORATIONS

50. Nonobstant toute disposition contenue dans la loi des cités et villes, 1903, le conseil peut, de temps à autre, faire, amender et abroger des règlements pour prélever par cotisation ou cotisations spéciales, ou autrement, l'argent suffisant pour défrayer le coût des améliorations et travaux mentionnés dans les paragraphes 21, 22, 23, 26 et 29 de l'article 384 et dans les articles 386, 391, 392 et 429 de la dite loi, et pour exécuter et compléter les dits travaux, une partie d'iceux ou leur totalité, pourvu que tout tel règlement soit approuvé par le vote de la majorité absolue de tout le conseil. Mais tout tel règlement, dont l'objet peut entraîner une dépense excédant cinq mille piastres, excepté les règlements concernant la construction des drains ou égouts et le pavage ou le macadamisage des rues ou chemins, doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur des propriétaires sujets à être cotisés pour ces améliorations, lesquels, à l'époque fixée, donnent leur vote pour ou contre ce règlement, et ces votes sont pris conformément à la procédure suivie pour la ratification des emprunts. Cotisations pour certaines fins.

51. Dans et par tout règlement passé en vertu de la section précédente, il peut être déclaré et ordonné que le coût de ces améliorations et travaux sera supporté et payé par les propriétaires d'immeubles situés de chaque côté de ces rue, route, avenue, boulevard, ruelle, allée, voie ou place publique, ou de toute partie d'iceux, au moyen d'une répartition spéciale faite, préparée ou imposée sur ces propriétaires d'immeubles, proportionnellement au front de telles propriétés quand Qui doit supporter le coût des améliorations.

ces améliorations sont faites, le conseil ayant néanmoins le droit de déclarer, par résolution adoptée par les deux tiers de ses membres, que ces propriétés de front seront taxées seulement dans une certaine proportion ou pourcentage du coût de ces améliorations en la manière ci-après déterminée.

Proportion.

Cette proportion du front peut être plus grande ou moindre sur un côté que sur l'autre de tel rue, avenue, boulevard, ruelle, allée, voie ou place publique, et peut être imposée soit à un taux uniforme ou à un taux différent; et soit sur les propriétés ayant front sur la partie améliorée, soit sur la totalité ou partie de la longueur de la rue, avenue ou chemin existant.

Pouvoir de réglementer le paiement de ces améliorations.

52. Le conseil peut, par le vote de la majorité absolue de ses membres, déclarer et ordonner dans tel règlement ou par résolution, qu'une partie ou pourcentage seulement du coût de ces améliorations, ou de l'une d'entre elles ou de leur ensemble, sera supportée et payée par les propriétaires des immeubles situés sur les et faisant face aux dites rue, route, avenue, boulevard, ruelle, allée, voie ou place publique, ou de toute section ou sections d'iceux, et dans ce cas le secrétaire-trésorier ou le greffier donne avis spécial, par lettre recommandée envoyée par le bureau de poste, à chaque personne au nom de laquelle ces propriétés de front ont été taxées en dernier lieu, à son domicile actuel ou à son dernier domicile connu, et indique dans cet avis, la nature de l'amélioration, ainsi que le montant ou pourcentage de son coût, à être réparti sur les propriétés de front, dans les dix jours qui suivront l'adoption de ce règlement ou de cette résolution.

Arbitrage dans le cas d'opposition à la répartition.

53. Dans le cas où une requête, objectant à la répartition sur ces propriétés de front du total des frais ou de la proportion ou du pourcentage des frais, est présentée au conseil dans les trente jours de l'adoption de ce règlement ou de cette résolution, signée par la majorité des propriétaires, tuteurs, administrateurs, gardiens, curateurs, grevés de substitution, fidéicommissaires et autres, taxés pour, en possession de, intéressés en, ou propriétaires de toutes propriétés ayant front sur les dites rue, route, avenue, boulevard, ruelle, allée, voie ou place publique ou toute section ou sections d'iceux, alors, le montant ou pourcentage du coût de ces améliorations, qui doit être supporté et taxé sur ces propriétés, est déterminé par arbitrage, les arbitres devant être nommés en la manière et conformément à la procédure ci-après prescrite pour les expropriations en autant qu'elles seront applicables, sauf et excepté que les requérants seront tenus de nommer dans leur requête un arbitre pour les représenter collectivement dans cet arbitrage.

54. La décision de l'arbitre ou des arbitres ou de la majorité d'entre eux est finale et sans appel, et constitue la base de la répartition à être imposée sur ces propriétés de front. Décision des arbitres.

55. Si toute la somme ou la proportion ou pourcentage à être imposée sur les propriétés de front n'est pas diminuée par la décision des arbitres, le coût de l'arbitrage est réparti sur ces propriétés de front dont les propriétaires ont fait objection comme susdit, à une proportion uniforme, en l'ajoutant à leur charge de frontage ; dans le cas contraire, le coût de l'arbitrage forme partie du coût de ces améliorations. Coût de l'arbitrage.

56. En attendant la décision des arbitres, le conseil pourra faire exécuter ces améliorations ou partie d'icelles. Pouvoir du conseil.

57. La balance ou le reste du coût de cette ou de ces améliorations, excédant la proportion supportée, comme susdit, par les propriétaires riverains, proportionnellement au front, sera supportée par la cité et payée sur les produits de la vente d'obligations ou bons de la cité, émis ou qui pourront être émis, de temps à autre, pour faire des améliorations, et, pour permettre à la cité de faire face au paiement des intérêts et du fonds d'amortissement sur la partie des emprunts ainsi employée, une taxe annuelle spéciale, suffisante pour les dits paiements, peut être imposée par le conseil ; et cette taxe, dans ce cas, sera basée sur l'évaluation des terrains seulement, sans égard aux constructions dessus érigées. Proportion du coût supportée par la cité.

58. Le conseil pourra déterminer le mode, la méthode ou la manière dont ces améliorations, ou partie d'icelles, seront faites et exécutées, et la manière d'imposer, prélever et de percevoir cette cotisation spéciale ou ces cotisations spéciales, en prenant la décision des arbitres comme base des taxes sur ces propriétés de front, dans le cas où leur proportion de frais de toute telle amélioration est diminuée comme susdit. Mode de prélèvement de la cotisation, etc.

59. Cette répartition sera faite, imposée et perçue à l'époque ordonnée par le conseil, qui peut ordonner que le coût résultant de ces améliorations soit imposé et perçu immédiatement ou par paiements pendant un certain nombre d'années. Epoque de la perception.

Cette répartition, si le paiement total des améliorations doit durer un certain nombre d'années, doit comprendre l'intérêt sur les paiements futurs. Ce que comprend la répartition.

60. Aussitôt que les comptes du coût de construction de ces améliorations et de toutes dépenses s'y rattachant auront Rôle spécial de cotisation.

été envoyés au conseil et approuvés, le secrétaire-trésorier ou le greffier devra, dans le délai fixé par le conseil, préparer un rôle spécial de cotisation et de répartition du coût de ces améliorations.

Cotisations
spéciales pré-
levées par un
seul rôle.

61. Toutes les cotisations spéciales à prélever pour des améliorations dans différentes rues, avenues et boulevards, ruelles, allées, voies et places publiques, peuvent être prélevées au moyen d'un seul rôle spécial, pourvu que le montant à prélever pour le coût d'une amélioration dans une rue ou section de rue donnée, en forme une partie distincte.

Prélèvement
de la part de
la cité.

62. Quant à la part ou la proportion de la cité dans le coût des améliorations passées et présentes, elle peut être prélevée sur la propriété imposable à l'exclusion des bâtisses, par un seul rôle qui peut être appelé rôle général spécial, quoique ce coût ait été encouru en vertu de divers règlements.

Avis des
rôles.

63. Aussitôt le rôle ou les rôles de cotisations spéciales préparés, le secrétaire-trésorier ou le greffier en donnera un avis public dans un journal anglais et un journal français quotidiens publiés dans la cité de Montréal, pendant au moins trois jours, contenant la date et l'heure où ce rôle ou ces rôles de cotisations spéciales seront présentés au conseil pour homologation.

Audition des
parties inté-
ressées.

64. A la date fixée, le conseil entendra les parties intéressées et pourra ajourner ses assemblées de temps à autre quand cela sera nécessaire; et, après examen des plaintes et objections qui pourront être faites, pourra maintenir, modifier et amender, à sa discrétion, ce rôle de cotisation, mais sans modifier la base de répartition sur les propriétés de front, quand elle aura été fixée par les arbitres comme susdit; il pourra l'homologuer avec ou sans amendement, selon le cas, et ce rôle sera alors final et sans appel.

Deuxième ré-
partition.

Dans le cas d'insuffisance de la première répartition, le conseil pourra en faire ou faire faire une seconde, de la même manière, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'on ait réalisé la somme nécessaire pour payer ces améliorations ou travaux.

Exigibilité de
la répartition.

65. Cette répartition sera due, exigible et recouvrable des propriétaires pour les montants ou paiements proportionnels ou partiels fixés par le conseil, et sera payable à l'époque que le conseil indiquera, et le secrétaire-trésorier, quand il en aura reçu l'ordre, percevra ces montants des propriétaires de la même manière que les taxes municipales.

66. Cette répartition sera une dette privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement, et portera intérêt à six pour cent par an depuis la date de son échéance ; un escompte pourra être accordé pour les paiements faits d'avance. Privilège attaché à la répartition.

67. Le conseil aura le pouvoir d'acheter, acquérir, prendre et s'emparer de toute propriété, terre ou terrain quelconque situé dans les limites de la cité, nécessaire pour ces améliorations ou pour un objet quelconque prévu par cette loi, soit par arrangement à l'amiable entre la corporation et les propriétaires ou autres intéressés, ou en se conformant aux dispositions et formalités concernant les expropriations mentionnées dans cette loi. Expropriation.

68. Le conseil pourra contribuer au paiement du coût de toute amélioration ordonnée par lui, au moyen des revenus de la corporation, ou emprunter l'argent nécessaire pour payer sa quote-part pour cette amélioration, en se conformant aux formalités et procédures prescrites au sujet des emprunts. Pouvoir d'emprunt, etc., à cette fin.

69. Nonobstant toute chose contenue dans cette loi, de même que les modes de répartition qu'elle comporte, toutes les améliorations actuellement commencées, avant la mise en vigueur de cette loi, de même que ses modes de répartition, pourront être continuées et complétées conformément aux dispositions des règlements existants et des lois qui les autorisent. Améliorations actuelles, continuées.

70. Dans le cas d'imposition de taxes spéciales pour toute amélioration, le conseil, s'il le juge convenable, pourra, par règlement ou résolution, pourvoir à la construction, aux dépens du fonds général de la municipalité, de la partie de la dite amélioration située sur ou dans la partie de toute rue, ruelle, allée, square ou place publique qui est coupé par toute autre rue, ruelle, allée, square ou place publique, ou qui tomberait autrement sur une propriété exempte de taxes. Taxes spéciales.

71. Le conseil de la cité pourra, par tout tel règlement ou résolution, adopter un mode équitable de répartition, pour toute amélioration ordonnée ou qui sera ordonnée pour les travaux et services sur les lots angulaires, terrains triangulaires ou autres terrains irréguliers situés à l'intersection ou au point de jonction des rues, routes et squares, eu égard à la situation, valeur et superficie de ces lots relativement aux lots adjacents et parties de terrains imposables pour ces travaux, améliorations et services, et pourra ajouter le coût de ces améliorations ou d'une partie déterminée d'icelles au coût total qui doit Mode de la répartition, dans certains cas.

être payé par les propriétaires d'immeubles de front, totalement ou partiellement, ainsi qu'il y est pourvu par les sections 51 et 52 de la présente loi.

DIVERS

Pouvoir d'acquérir des terrains.

72. Le conseil pourra acquérir et acheter tout terrain pour l'usage et requis dans l'intérêt de la cité, soit en dedans soit en dehors des limites de la municipalité, et pourra pourvoir au louage, à l'achat ou à la construction de toute bâtisse dont la cité pourra avoir besoin ; et, s'il est nécessaire ou opportun, pour faire ces améliorations, elle pourra acquérir toute étendue ou partie de terrain plus grande que celle dont l'on aura finalement besoin pour ces améliorations.

Vente de ces terrains et application du produit de la vente.

73. Le conseil pourra vendre toute étendue de terrain ainsi acquise et non requise plus tard pour cet objet, et devra appliquer le produit de cette vente au paiement partiel de ces améliorations ; et, si une taxe spéciale est prélevée pour ces fins, elle ne sera imposée que pour la balance du coût des travaux.

Arrangements avec la cité de Montréal, etc., concernant les égouts.

74. Le conseil peut faire des arrangements spéciaux avec la cité de Montréal, ou toute autre municipalité ou toutes autres municipalités, pour obtenir pendant un laps de temps déterminé un débouché pour les égouts et le drainage de la cité, moyennant compensation qui peut être fixée par arrangement à l'amiable ou arbitrage ; mais, dans le cas où ce débouché serait refusé, la cité aura le droit de construire seule ou conjointement avec toute autre municipalité, personne ou compagnie ou commission, un égout collecteur pour communiquer avec le point le plus rapproché et le plus convenable du fleuve Saint-Laurent, en traversant une ou plusieurs municipalités quelconques, et en payant pour ce faire toute compensation raisonnable fixée par des arbitres.

Interprétation.

Rien de contenu dans la présente loi ne pourra être interprété comme donnant à la cité de Westmount la faculté de se soustraire à l'article 42 de la loi d'hygiène publique de Québec, 1901.

Erreurs dans les procédures en expropriation.

75. Dans le cas où il existerait, lors de l'adoption de cette loi ou subséquemment, certaines erreurs cléricales, omissions ou irrégularités dans quelques procédures en expropriation, ou dans quelques rapports d'arbitres ou de commissaires ou rôles de cotisation se rapportant au coût d'une amélioration quelconque, ou dans un règlement, que cette erreur, cette omission ou cette irrégularité ait été commise par les arbitres

ou commissaires ou par quelqu'un d'entre eux, ou par ceux qui sont autorisés par la loi à faire telles procédures, la Cour supérieure ou un juge d'icelle peut, à sa discrétion, sur requête à cet effet, permettre la rectification de telle erreur, omission ou irrégularité, aux conditions que le tribunal ou le juge pourra imposer quant aux frais.

76. Si un rôle spécial de cotisation est annulé par l'autorité compétente, le secrétaire-trésorier fera un nouveau rôle spécial de cotisation dans le même but, suivant les formalités exigées par la loi ; et ce rôle une fois complété d'après ces formalités, aura pleine force et effet.

Nouveau rôle de cotisation, en certains cas.

77. Si, dans le but d'effectuer quelque amélioration, une propriété immobilière est affectée d'une cotisation spéciale par un rapport ou un rôle spécial de cotisation subséquemment annulé par l'autorité compétente, et si de nouveaux rapport et rôle spécial de cotisation sont faits pour la perception de cette cotisation spéciale et s'il y a eu quelque mutation dans la propriété de cet immeuble, entre la date du premier rapport et celle du parachèvement du nouveau rôle spécial de cotisation, le nouveau propriétaire de cet immeuble, sur paiement ou demande du montant de telle cotisation, aura, contre son vendeur, relativement à cette demande ou à ce paiement, le même recours en garantie que si cette propriété était devenue grevée d'une hypothèque valable pour ce montant à la date de l'homologation du premier rôle spécial de cotisation.

Effet du nouveau rôle.

78. Chaque fois qu'un rapport d'arbitres ou de commissaires, ou un rôle spécial de cotisation concernant une rue ou toute autre amélioration aura été annulé ou rejeté, les paiements faits en vertu de tels rapport et rôle de cotisation ne seront pas par le fait même invalidés ; mais ces paiements, avec l'intérêt au taux de six pour cent accru sur iceux, seront appliqués à éteindre les sommes respectives fixées par les nouveaux rapport et rôle de cotisation, sauf au contribuable à parfaire le montant s'il est insuffisant, ou à s'en faire remettre le surplus, suivant la différence qui pourra éventuellement exister entre les anciens et les nouveaux rapports ou rôles de cotisation.

Paiements non invalidés par l'annulation du rôle.

Ces dispositions s'appliqueront tout aussi bien aux rapports et rôles spéciaux de cotisation déjà faits qu'à ceux qui seront faits à l'avenir.

Dispositions applicables aux rôles existants, etc.

79. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera les droits acquis ni les contrats en existence, ni ne devra servir à interpréter ces contrats.

Droits acquis, sauvegardés.

Rien de contenu dans la présente loi n'affectera la commutation de taxes ordinaires payables par la *Montreal Athletic Association*, telle que confirmée par la loi 51-52 Victoria, chapitre 111, ou l'exemption de taxes accordée à la *Montreal Water & Power Company*.

Dispositions
abrogées.

80. Les lois 56 Victoria, chapitre 54 ; 58 Victoria, chapitre 54 ; 59 Victoria, chapitre 54 ; 60 Victoria, chapitre 63, et 7 Edouard VII, chapitre 69, constituant la charte de la ci-devant ville de Westmount, telle qu'amendée de temps à autre, sont abrogées par la présente loi.

Règlements,
etc., conti-
nués.

Tous procès-verbaux et règlements, les cours d'eau et les rues, tous rôles, comptes de taxes et redevances, règlements, ordres, listes, plans, résolutions, ordonnances et tous actes municipaux quelconques passés et consentis par le maire et le conseil de la dite ville de Westmount, leurs prédécesseurs ou leurs successeurs continueront d'avoir leur plein effet jusqu'à ce qu'ils soient amendés, abrogés, résiliés ou accomplis.

Billets, etc.,
continuent
d'avoir leurs
effets légaux.

Tous billets, bons, débentures ou obligations et tous effets ou engagements quelconques souscrits, acceptés, endossés, émis ou contractés par le conseil de la dite ville jusqu'à la mise en vigueur de cette loi continueront d'avoir tous leurs effets légaux.

Certains
règlements
ratifiés.

81. Les règlements No 149 et No 175 de la ville de Westmount concernant chacun un emprunt de deux cent cinquante mille piastres, et ci-annexés, sont, par la présente loi, ratifiés et confirmés à toutes fins que de droit.

Entrée en
vigueur.

82. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CEDULE A

RÈGLEMENT 149

PROVINCE DE QUÉBEC, MUNICIPALITÉ DE LA VILLE
District de Montréal DE WESTMOUNT

A une session générale ajournée du conseil municipal de la ville de Westmount, tenue au lieu ordinaire des sessions du dit conseil dans la dite ville, conformément à la loi, le dix-septième jour d'avril mil neuf cent cinq, à laquelle assistaient C.-A. Duclos, maire, les conseillers J.-W. Knox, W.-L. Lee, R. Cunningham, W.-H. Trenholme, John Rogers, Wm. Galbraith, A.-G. Cross, formant un quorum du dit conseil, le maire président.

Il a été ordonné et décrété par le dit conseil et le dit conseil, par les présentes, ordonne et décrète par son règlement numéro 149, intitulé : "Règlement pour autoriser la ville de Westmount à effectuer un emprunt de \$250,000.00 et pour d'autres fins.

Attendu qu'il est actuellement de l'intérêt de la ville d'effectuer un emprunt de \$250,000.00, dont le produit devra être appliqué aux frais de construction de pavages permanents en "granolite" ou autres pavages ou trottoirs, traverses de rues en pierre ou en brique ou autres matériaux, de drains et d'égouts principaux; pour l'empierrement ou autre pavage des rues, l'ouverture, l'élargissement et le nivellement, le prolongement et la construction de rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques ou toute section ou toutes sections d'iceux dans la ville et pour d'autres fins :

1. La ville de Westmount pourra, par son conseil, effectuer un emprunt de \$250,000.00 sur le crédit de la ville, payable dans quarante ans tel que ci-après indiqué.

2. Le produit du dit emprunt devra être appliqué au paiement des améliorations spéciales suivantes :

a. Déboursés faits ou à faire pour la construction, dans la ville, de pavages permanents en "granolite" ou autres pavages ou trottoirs et traverses de rues en brique ou en pierre ou autres matériaux..... \$100,000 00

b. Déboursés faits et à faire pour la construction de drains ou d'égouts principaux ou de toute section ou sections d'iceux..... 60,000 00

c. Déboursés faits et à faire pour l'empierrement ou autres pavages de rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques ou toute section ou sections d'iceux.....	42,000 00
d. Déboursés faits et à faire pour l'ouverture, l'élargissement, le prolongement, le changement et la construction de rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques, ou toute section ou toutes sections d'iceux dans la ville.....	35,000 00
e. Dépenses contingentes.....	12,000 00
f. Coût de l'emprunt, dépenses légales et autres.....	1,000 00
Total.....	\$250,000 00

3. Que le montant de \$100,000.00, mentionné dans l'item *a* de la section 2 du présent règlement, est le montant déboursé et à déboursier pour la construction de pavages permanents en "granolite" ou autres pavages et trottoirs et des traverses de rues en brique ou en pierre ou autres matériaux ; le coût desquels travaux, lorsqu'ils seront complétés, sera imposé et prélevé sur la propriété immobilière de toute la ville, sans avoir égard aux bâtisses dessus érigées ; le tout tel qu'ordonné et fixé par les règlements, résolutions et ordres du dit conseil.

Le montant de \$60,000.00, mentionné dans l'item *b* de la section 2 du présent règlement, est le montant déboursé et à déboursier pour la construction de drains et d'égouts principaux ou de toute section ou toutes sections d'iceux dans la ville.

Le montant de \$42,000.00 mentionné dans l'item *c* de la section 2 du présent règlement est le montant déboursé et à déboursier pour l'empierrement ou autres pavages des rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques ou toute section ou toutes sections d'iceux dans la ville.

Et les dits montants déboursés ou à déboursier pour la construction de drains et d'égouts principaux ou de toute section ou toutes sections d'iceux et pour empierrier ou autrement paver toute rue, chemin, allée, boulevard, ruelle, avenue, voie ou place publique ou toute section ou toutes sections d'iceux, tels que détaillés dans les items *b* et *c* de la section 2 du présent règlement, seront prélevés et répartis sur les propriétés ayant front là où se fera telle amélioration selon le frontage, excepté pour ce qui concerne la part de la ville pour les tra-

verses des rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques, ou toute section ou toutes sections d'iceux, ou les exemptions, ce qui sera prélevé et réparti sur la propriété immobilière de toute la ville, sans égard aux bâtisses dessus érigées, le tout tel que pourvu par les règlements, résolutions et ordres du dit conseil.

Le montant de \$35,000, mentionné dans l'item *d* de la section 2 du présent règlement, est le montant déboursé et à déboursier pour l'ouverture, l'élargissement, le changement et la construction de rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies et places publiques ou toute section ou toutes sections d'iceux dans la ville.

Le montant de \$12,000, mentionné dans l'item *e* de la section 2 du présent règlement, est le montant requis pour les dépenses contingentes, incidentes et autres.

Le montant de \$1,000, mentionné dans l'item *f* de la section 2 du présent règlement, est le montant requis pour effectuer le présent emprunt et pour les dépenses légales et autres qui s'y rattachent.

4. Le conseil est autorisé à se servir du produit du présent emprunt tel que ci-dessus pourvu, et à prélever le montant déboursé et à déboursier pour la construction de pavages permanents en "granolite" ou autres pavages ou trottoirs, drains et égouts principaux, ou toute section ou toutes sections d'iceux, et pour empierrer ou autrement paver les rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques, ou toute section ou toutes sections d'iceux dans la ville tel que ci-dessus pourvu ; et à prélever les autres montants détaillés ci-dessus, y compris le montant déboursé ou à déboursier pour la construction de traverses de rues en pierre ou en brique ou autres matériaux, et l'ouverture, l'élargissement, le changement et la construction de rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques, ou toute section ou toutes sections d'iceux dans la ville, sur la propriété immobilière imposable de toute la ville, sans égard aux bâtisses dessus érigées, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par règlements, résolutions ou ordres du conseil, le tout tel que pourvu par les règlements, résolutions et ordres du dit conseil pour ce qui regarde cette dite catégorie d'améliorations spéciales.

5. Il sera loisible à la ville de Westmount, par son conseil, dans le but d'emprunter l'argent pour les fins ci-dessus mentionnées, d'émettre des bons ou débentures, de temps en temps, comme il sera décrété par le conseil, à un montant n'excédant pas \$250,000 payables dans 40 ans et portant intérêt au taux de quatre pour cent par an, le dit intérêt payable les premiers jours de mai et novembre de chaque année pendant le cours des dits bons ou débentures, au bureau

de la *Royal Bank of Canada*, à Montréal, ou à telle autre ou telles autres places qu'il sera décrété par le conseil. Les dits bons ou débentures devront être signés par le maire et le secrétaire-trésorier et devront être de \$1,000 (mille piastres) chacun et il devra y être annexé des coupons pour l'intérêt semi-annuel payable sur iceux.

6. Pour payer l'intérêt sur les dits bons ou débentures et former un fonds d'amortissement de un pour cent par an sur le montant des dits bons ou débentures en sus et au delà du dit intérêt ou sur telle proportion des bons ou débentures qui seront émis en vertu des dispositions de ce règlement, une taxe spéciale ou cotisation annuelle pour les fins susdites est imposée par le présent règlement comme suit, savoir :

a. La proportion de la dite taxe ou cotisation annuelle suffisante pour rencontrer les paiements de l'intérêt et du fonds d'amortissement avec le produit du dit emprunt, pour rembourser le pourcentage du montant déboursé et à débourser pour la construction des drains et des égouts principaux, ou de toute section ou toutes sections d'iceux, et pour empierrer ou autrement paver les rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques, et toute section ou toutes sections d'iceux, et imputable sur le frontage, ainsi que pour rembourser le pourcentage du montant déboursé ou à débourser pour toutes autres des fins ci-dessus détaillées lorsqu'il sera ainsi ordonné ou décrété par le conseil, devra être prélevée et répartie sur les biens immobiliers situés en front des dites améliorations, d'après l'étendue de front, aux dates et de la manière qui seront déterminées par résolution du conseil.

b. La proportion de la dite taxe annuelle ou cotisation suffisante pour rencontrer les paiements de l'intérêt et du fonds d'amortissement avec le produit du dit emprunt, pour rembourser le pourcentage du montant déboursé et à débourser pour toutes autres des fins ci-dessus mentionnées et détaillées, y compris le montant déboursé et à débourser pour la construction de traverses de rues en brique, pierre ou autres matériaux, de même que le montant déboursé ou à débourser pour la confection des pavages en "granolite" ou autres pavages permanents, ou trottoirs, drains, égouts principaux ou toutes section ou sections d'iceux, et pour empierrer ou autrement paver les rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques de la ville, ou toute section ou sections d'iceux, ou pour l'ouverture, l'élargissement, changement, prolongement ou construction de rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques de la ville, ou toutes section ou sections d'iceux, et à répartir sur la valeur immobilière de toute la ville tel qu'il est ci-

dessus décrété, sera prélevée et répartie sur les biens immobiliers imposables de toute la ville indépendamment des édifices qui y sont érigés, conformément au rôle d'évaluation alors en vigueur, par le secrétaire-trésorier du conseil, à l'époque et aux époques ordonnées par le conseil et de la manière qu'il déterminera.

7. Le fonds d'amortissement peut, en tout temps, si le conseil et l'acquéreur le désirent, être employé au rachat de ces bons ou débentures, et ces bons ou débentures ainsi rachetés seront immédiatement annulés et nuls autres bons ou débentures ne seront émis par suite de ce rachat.

8. La dite somme de deux cent cinquante mille piastres (\$250.000) peut être empruntée en un seul montant ou en différents montants à différentes dates, comme le conseil le jugera le plus conforme aux intérêts de la ville.

9. Le produit de l'emprunt autorisé par le présent règlement devra être consacré exclusivement aux fins mentionnées dans la section 2 du présent règlement et ne devra pas être employé pour d'autres fins que celles qui sont spécifiées dans la dite section.

10. Le présent règlement, avant d'entrer en vigueur et de prendre effet, devra être approuvé par les électeurs propriétaires de la municipalité, tel que prescrit par la loi.

(Signé)

CHAS-A. DUCLOS,
Maire,

"

W.-M. MINTO,
Secrétaire-trésorier.

Certifié vraie copie,

A.-D. SHIBLEY,
Ass.-secrét.-trésorier.

CÉDULE B

PROVINCE DE QUÉBEC, MUNICIPALITÉ DE LA VILLE
District de Montréal DE WESTMOUNT

RÈGLEMENT NO 175

A une séance générale du conseil municipal de la ville de Westmount, tenue au lieu et à l'heure ordinaires conformément à la loi, le 3 septembre 1907, à laquelle étaient présents Wm Galbraith, maire, et les conseillers A.-D. Gault, A.-H. Scott, Thos Braby, J.-Fred. Featherston, A.-McA. Murphy, A. McGoun et W.-H. Trenholme, formant un quorum sous la présidence du maire.

Il est ordonné et décrété par le dit conseil, en vertu du règlement portant le numéro 175, ce qui suit :

Attendu que le développement de la ville exige l'installation d'égouts additionnels, l'empierrement de rues et la construction de trottoirs, travaux pour lesquels il faut de l'argent de même que pour l'achèvement et l'équipement de l'appareil d'éclairage électrique et d'incinération de déchets animaux :

Attendu que les montants requis suivant les estimés préparés par les officiers de la ville sont les suivants :

1. Pour acquérir, niveler et macadamiser les chemins.....	\$ 75,000
2. Pour construire les égouts et les puits.....	50,000
3. Construire des trottoirs en granolite, chaînes de trottoirs et traverses de rues en brique ou en pierre.....	50,000
4. Pour achever et outiller l'appareil d'éclairage électrique et d'incinérateur des déchets animaux.....	65,000
5. Pour dépenses casuelles	10,000
	<hr/>
	\$ 250,000

Section 1. La ville de Westmount peut effectuer un emprunt de \$250,000 au moyen de débentures rachetables en quarante (40) ans et portant intérêt à quatre et demi pour cent par année, payables semi-annuellement le premier jour de mai et de novembre chaque année.

Section 2. Les dites débentures seront de la dénomination de mille piastres (\$1.000) chacune et numérotées d'un à deux cent cinquante inclusivement, et datées du premier novembre 1907, et des coupons devront y être annexés portant le

numéro de la débenture à laquelle ils seront ainsi attachés pour représenter chaque paiement de l'intérêt. Elles seront faites payables en capital et intérêt au bureau principal de la banque de Montréal et au porteur, et elles devront être signées par le maire et le secrétaire-trésorier. Les coupons devront porter le fac-similé des signatures du maire et du secrétaire-trésorier.

Section 3. Les dites débentures pourront être vendues toutes à la fois ou de temps en temps, selon que le conseil pourra en décider ou l'ordonner par résolution. Et, en attendant qu'on en ait finalement disposé à des conditions favorables, le conseil peut faire tous arrangements nécessaires avec les banquiers de la ville par billet à découvert ou par nantissement des dites débentures ou par les deux moyens, aux taux ordinaires d'intérêt, afin de se procurer les fonds nécessaires pour rencontrer le coût des améliorations et travaux qui font l'objet de ce règlement.

Section 4. Le produit du dit emprunt sera exclusivement employé à défrayer les dépenses encourues et à encourir au sujet des améliorations et travaux mentionnés précédemment et dans les proportions ci-dessus établies.

Section 5. Afin de payer l'intérêt sur les dits bons ou débentures et de pourvoir à un fonds d'amortissement d'un pour cent par année, sur le montant des dits bons ou débentures en sus du dit intérêt, ou sur telle proportion d'iceux qui pourront être émis en vertu des dispositions du présent règlement, une taxe annuelle ou cotisation spéciale pour les fins susdites est imposée par le présent règlement comme suit savoir :

(A) La proportion de la dite taxe ou cotisation annuelle suffisante pour rencontrer les paiements de l'intérêt et du fonds d'amortissement sur le produit du dit emprunt, pour rembourser le pourcentage du montant déboursé pour la construction des égouts et tuyaux principaux ou toutes parties d'iceux, et pour l'empierrement ou autres pavages de toutes rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques, ou toutes parties ou parties d'iceux dont le coût peut être imputé au front des propriétés, de même que pour rembourser le pourcentage du montant dépensé pour quelque autre des fins détaillées ci-dessus, quand le conseil le déclare et l'ordonne ainsi, sera prélevée et imposée sur les propriétés immobilières faisant front aux dites améliorations d'après leur frontage, à telles dates, et de telle manière qui peuvent être fixées par résolution du conseil et conformément à la charte de la ville et aux règlements.

(B) La proportion de la taxe ou cotisation annuelle suffisante pour rencontrer les paiements de l'intérêt et du fonds

d'amortissement sur le produit du dit emprunt, pour rembourser le pourcentage du montant déboursé et à déboursier pour quelque autre des fins ci-dessus mentionnées et indiquées, y compris le montant déboursé et à déboursier pour la construction de pavages permanents en granolite ou autres, ou de trottoirs, égouts, tuyaux collecteurs ou toutes parties ou parties d'iceux, et pour l'empierrement ou autres pavages des rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies ou places publiques de la ville ou de toute partie ou toutes parties d'iceux, et imposable sur la valeur foncière de toute la ville ainsi qu'il y est pourvu par sa charte et ses règlements, sera prélevée et imposée sur les immeubles imposables de toute la ville sans tenir compte des bâtisses y érigées, d'après le rôle d'évaluation alors en vigueur, par le secrétaire-trésorier du conseil à telle époque ou telles époques que le conseil peut indiquer et de la manière qu'il peut déterminer conformément à la charte de la ville et aux règlements.

(Signé) WILLIAM GALBRAITH,
Maire,

“ WM. MINTO,
Secrétaire-trésorier.

Certifié vraie copie,

A.-D. SHIBLEY,
Assistant-secrétaire-trésorier.
